

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
18 mai 1976
No 492
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Les grévistes de la sonacotra dénoncent le PCF

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
DU COMITÉ DE COORDINATION

La presse fait état, ces derniers jours, de négociations et d'accords signés entre des comités de résidents et la Sonacotra.

Il est exact que 4 foyers, dont 2 en province, ont cru bon de signer un accord partiel.

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève rappelle que l'ensemble des résidents des foyers en grève le considèrent comme le seul représentant des foyers en lutte.

Il rappelle la demande de négociations qu'il a faite à la Sonacotra le 27 mars 1976.

La Sonacotra, en réponse à cette demande, a fait expulser de France 18 délégués et veut faire partir des foyers en grève tous les délégués. Ainsi, 190 notifications par huissier ont été envoyées à ces délégués,

leur demandant de quitter leur chambre sous huit jours. C'est dans ce contexte que la Sonacotra cherche à diviser notre mouvement en négociant foyer par foyer avec l'aide de certaines organisations comme l'Amicale des Algériens, la CGT (en tout cas à St-Denis) et le PCF.

Comment peut-on parler de victoire obtenue par les résidents quand, après avoir expulsé des délégués, on obtient par des pressions inadmissibles la signature d'un protocole d'accord qui n'accorde aucune de nos revendications fondamentales et qui est rejeté par l'ensemble des foyers en lutte ?

Tant qu'il n'y aura pas de négociations avec le Comité de coordination, seul représentant des foyers Sonacotra en lutte, aucune véritable solution durable ne pourra être trouvée.

LORIENT LIBERTE POUR ROMAIN LE GAL

et tous les prisonniers politiques

Plus d'un millier de personnes se sont rassemblées samedi à la maison des syndicats de Lorient et ont manifesté dans les rues pour exiger la libération de notre

camarade Romain Le Gal, emprisonné à Fresnes, la levée de toutes les inculpations, la libération de tous les prisonniers politiques en France, la dissolution de la

Puis, un des inculpés, notre camarade Jean David prenait la parole. Il devait rappeler la vérité sur la façon dont se sont déroulées les arrestations et inculpations de Lorient et appeler à développer une lutte offensive contre la répression.

Après lui, un avocat du barreau de Paris mettait en accusation la cour de sûreté de l'État et les différentes lois fascistes promulguées par la bourgeoisie.

Différents messages de soutien étaient lus notamment celui des cheminots CFDT de Rennes et des environs (voir page 3). Un représentant du Comité de coordination des foyers Sonacotra accueilli par de vibrants applaudissements affirmait du haut de la

tribune : « Nous sommes avec Romain Le Gal ».

Le rassemblement partait alors en manifestation dans les rues de Lorient. Plus d'un millier de poitrines lançaient avec vigueur : « Libérons Romain Le Gal ! Levée de toutes les inculpations ! Libérez tous les prisonniers politiques ! Dissolution de la cour de sûreté de l'État ! »

La manifestation s'arrêtait d'abord devant l'église de Lorient où deux militants bretons font la grève de la faim pour obtenir la libération d'un de leurs camarades, Perig Loquet, emprisonné à la Santé depuis le 4 août 1975. Un message de solidarité leur était transmis.

(Suite page 3)



(Photo correspondant HR).

Palestine

Journée de lutte contre le sionisme

De nombreuses manifestations ont riposté ce week-end, en Palestine occupée, à la célébration du 28e anniversaire de l'État sioniste, construit sur la spoliation du peuple palestinien.

En de nombreux points de Cisjordanie, elles ont été marquées par de violents affrontements avec les forces de répression sionistes. A Djenine, des étudiants ont manifesté dans les rues de la ville et se sont heurtés aux soldats israéliens qu'ils ont lapidés.

A Naplouse une vive tension règne après l'assassinat, dimanche matin, d'une jeune fille de 16 ans, Nina Hassan Naboulsi, tuée par balles alors qu'elle était pourchassée, dans l'immeuble où elle s'était réfugiée, par les troupes sionistes.

De nombreuses organisations de la ville ont décrété deux jours de deuil de protestation contre ce nouveau crime, au cours desquels les habitants de Naplouse resteront dans leurs maisons et les magasins seront fermés.

La commémoration de la création de « l'État » sioniste s'est donc effectuée sous le

signe où elle a commencé : le sang du peuple palestinien expulsé et massacré.

Mais les centaines de manifestants qui ont parcouru les rues de la vieille ville de Naplouse, brandissant le drapeau palestinien et scandant des slogans antisionistes, portent témoignage que, désormais, les jours du sionisme assassin sont comptés.

Paris

Vibrant meeting de l'Association médicale franco-palestinienne

Dimanche après-midi, dans la grande salle de la Mutualité, les nombreux amis du peuple palestinien en lutte étaient rassemblés à l'appel de l'Association médicale franco-palestinienne. De riches interventions présentaient l'activité de l'association, un représentant du comité exécutif de l'OLP, le porte-parole de la Résistance palestinienne à Paris, Ezzedine Kalak, le chirurgien chef de l'hôpital de Bethleem récemment expulsé, des militants palestiniens ayant souffert de la répression sioniste et I. Halévy, collaborateur d'Israël Shahak, membre de la Ligue des droits de l'homme en Israël, dénonçaient tour à tour l'oppression et le racisme de l'État sioniste et exaltaient la juste lutte du peuple palestinien qui, dans les territoires occupés, comme dans les camps de réfugiés, poursuit son juste combat entouré de la solidarité grandissante de tous les peuples. Nous reviendrons sur cette chaleureuse manifestation d'amitié franco-palestinienne.

cour de sûreté de l'État.

De nombreuses arrestations, notamment des sections syndicales CFDT et l'Union locale CFDT d'Hennebont avaient lancé un appel à ce rassemblement.

Le matin même, l'assemblée générale de l'UL CFDT de Lorient avait manifesté son soutien à notre camarade en le réélisant conseiller syndical de l'UL.

C'est dans une atmosphère combative qu'un des parents des inculpés a d'abord pris la parole au nom des comités de soutien, afin d'expliquer les objectifs de ceux-ci. Son intervention devait se terminer sur ces mots : « Nous restons mobilisés jusqu'à la libération de Romain Le Gal, la levée des inculpations. » A plusieurs reprises la salle scandait avec force : « Libérons Romain Le Gal ! »

Lettre du rassemblement à Romain Le Gal

Cher Romain,

A l'appel du comité de soutien aux inculpés et familles victimes de la répression, un grand meeting s'est déroulé à Lorient, ce samedi 15 mai. Il a rassemblé des camarades et amis de toute la Bretagne qui sont venus exiger ta libération.

Il a été l'occasion de montrer la solidarité de tous les travailleurs victimes de la répression et des mesures les plus arbitraires prises aujourd'hui à leur encontre.

Au fil des jours, loin de s'amenuiser, notre solidarité se fait de plus en plus grande, le nombre d'amis se fait croissant autour de toi. Nous te promettons de tout mettre en œuvre pour étendre le mouvement de soutien. Le caractère injuste, arbitraire de ton arrestation et de ton emprisonnement, les dossiers inconséquents, ne font que rendre plus scandaleuse ta détention et nous déterminer dans la lutte.

Nous sommes sûrs que tu seras très bientôt à côté de nous et que ta libération sera un grand événement pour nous.

Bon courage Romain,
A très bientôt parmi nous !

SOUTIEN
AU PEUPLE SAHRAOUI
Lundi 17 mai à 20 h 30
à la Mutualité

avec la participation de représentants du Front POLISARIO et de l'Union des femmes sahraouies ainsi que le concours artistique de : Catherine Ribeiro, Gwendal, Imanol, Maro.

Amérique Latine

DETRUIRE L'INJUSTE ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Pour triompher de la sous-alimentation

L'Amérique latine possède des terres d'une grande richesse, des peuples capables qui des siècles durant ont su développer avec sagesse l'agriculture, d'énormes possibilités donc en matière alimentaire.

Pourtant 43 millions de ses habitants souffrent de sous-alimentation tandis que 100 millions vivent en situation de «pauvreté critique» selon des statistiques de l'ONU, et le sous-continent doit importer 3 500 millions de dollars par an en produits alimentaires.

L'une après l'autre se sont déroulées dans la capitale péruvienne la Conférence régionale de la FAO et la Conférence conjointe FAO-CEPAL (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, et commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine).

D'IMMENSES POSSIBILITÉS

524 millions de terres arables dont 120 seulement sont exploitées, de grandes étendues de forêts, une main-d'œuvre nombreuse et capable, une grande abondance de poisson dans les deux cents milles de mer territoriale, devraient permettre d'augmenter dans de grandes proportions la production agricole et agro-industrielle et mettre fin à la sous-alimentation chronique de l'Amérique latine, ont déclaré plusieurs délégués.

Cependant la majorité d'entre eux ont fait remarquer que l'augmentation de la production agricole ne résoud pas le problème de l'alimentation et que l'essentiel consiste dans une juste distribution des revenus. «L'augmentation de la production agricole peut coexister avec une population sous-alimentée» a déclaré le directeur exécutif de la FAO, M. Saouma dans son discours inaugural, recueillant l'adhésion de bon nombre de représentants.

Ceux-ci ont dénoncé les structures agraires d'un autre âge qui subsistent encore dans la région et ont insisté sur la nécessité que «la terre appartienne réellement à celui qui la travaille», comme a dit le délégué du Salvador.

METTRE FIN A LA DEPENDANCE

D'autre part, ont-ils ajouté, il faut mettre fin à la

Paradoxe ? C'est qu'en fait deux obstacles entravent son développement : des structures agraires souvent archaïques, sa dépendance vis-à-vis des pays industrialisés. Il convient donc de transformer les structures pour établir une juste distribution des revenus, et de s'unir pour abolir l'injuste ordre économique international ancien.

Telles sont en synthèse les conclusions de la majorité des délégués des 24 pays latino-américains réunis à Lima du 21 au 30 avril.

dépendance de l'agriculture vis-à-vis des pays industrialisés.

Face aux «aspects aberrants du commerce international nous devons opposer une action unie, puissante et constante» a déclaré le directeur exécutif de la CEPAL. «Il n'y aura pas de solution de fond au problème de l'alimentation, a-t-il ajouté, si nous ne partons pas d'une profonde réaction de nos pays eux-mêmes, qu'aucune aide internationale ne saurait remplacer». Le délégué péruvien a pour sa part signalé le choix qui se présente aux pays de la région : «Ou bien, a-t-il dit, nous développons notre activité agricole en fonction de l'exportation hors du continent, ou bien nous le faisons en fonction du marché intérieur et régional.»

Les représentants des divers pays se sont félicités de la coopération qui existe déjà entre les pays latino-américains notamment en ce qui

concerne la commercialisation du sucre, du café et de la banane et ont réaffirmé leur volonté de surmonter les obstacles pour développer leur collaboration dans tous les domaines de l'agriculture. Parmi les réalisations immédiates, ils ont mentionné la création et le renforcement des Unions de pays producteurs (comme celle des pays producteurs de bananes, UPEB), la coopération dans le domaine de la technologie, dans l'exploitation commune des terres frontalières, dans l'enseignement technique... Ils se sont engagés également à se consulter pour opposer un front uni dans les marchés internationaux afin d'obtenir de justes prix pour leurs produits alimentaires.

ECHEC A L'IMPERIALISME

Par ailleurs pendant la Conférence les représentants latino-américains se sont opposés à ce que le délégué nord-américain prenne la parole sur plusieurs points qui, ont-ils affirmé, ne concernent que les pays latino-américains. Quand il s'est agi notamment de discuter l'emplacement du siège régional de la FAO pour l'Amérique latine, l'intervention du délégué américain a provoqué les protestations des latino-américains qui lui ont signifié que «l'ère du colonialisme est terminée».

Le délégué mexicain a demandé «depuis quand les Etats-Unis font partie de l'Amérique latine» s'opposant à ce que l'avis de son délégué soit retenu.

Après que le délégué nord-américain ait «regretté le processus de politisation constante de la FAO», le représentant mexicain lui a répondu qu'il comprenait son inquiétude de voir que la FAO n'était plus le domaine réservé des Etats-Unis !

Le rapport final des deux conférences spécifie que les représentants ont décidé «à l'unanimité» que les thèmes qui ne sont que de l'intérêt des pays latino-américains ne doivent être traités que par ceux-ci exclusivement». Cahoussaq Massi.

Portugal :

une déclaration du Comité central du Parti communiste portugais (m-l)

Selon «Unidad popular», organe du parti, le 6e Comité central du Parti communiste portugais (marxiste-léniniste) a tenu sa 5e session plénière récemment.

La session a discuté de la situation politique intérieure. Le Comité central estime que «la situation actuelle est très favorable au développement des forces démocratiques et à la destruction des forces social-impérialistes et social-fascistes dans notre pays. Le Comité central appelle les membres du parti à faire de grands efforts pour unir toutes les forces susceptibles d'être unies et combattre les nouveaux tsars du Kremlin, archi-ennemis de l'humanité d'aujourd'hui, et leurs laquais.»

Le Comité central a décidé de tenir le 7e congrès du parti cette année.

Le Comité central a estimé que c'est seulement par le renforcement de l'unité entre les marxistes-léninistes portugais et par la formation d'une force unie, que la lutte contre le révisionnisme, pour la défense du marxisme-léninisme et l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme pourra aller de l'avant.

Sahara occidental :

offensives du Front POLISARIO

Des convois de camions escortés par l'armée marocaine assurent, depuis lundi dernier, le transport du phosphate du Sahara occidental jusqu'à la mer, par suite d'un sabotage du réseau électrique alimentant les tapis roulants. Des commandos du F. POLISARIO ont fait sauter des pylônes amenant l'électricité aux gisements de Bou Craa et gravement endommagé le convoyeur reliant les mines au quai d'embarquement sur quelque cent kilomètres.



Dans un communiqué publié samedi à Alger, le F. POLISARIO fait état de nombreuses actions offensives au Sahara occidental au cours de la semaine écoulée, notamment à Smara, El Ayoun et Bou Craa. A Smara, une cinquantaine de soldats marocains auraient été mis hors de combat dans la nuit du 9 au 10 mai et deux camions de munitions détruits. La nuit suivante, cinquante-huit personnes ont été tuées et quarante blessées parmi les forces d'occupation de la capitale El Ayoun. Une caserne a été en partie détruite, deux hôtels abritant des officiers et hauts fonctionnaires marocains incendiés.

URSS :

une flotte «marchande» militarisée

L'énorme flotte marchande soviétique ne se livre pas seulement à des activités économiques, mais intensifie ses activités à des fins militaires et politiques dans divers mers et océans, note la 2e chaîne de télévision ouest-allemande dans un reportage récent.

Selon le reportage, le tonnage de la flotte marchande soviétique totalise 14 millions, dépassant grandement les besoins des échanges commerciaux soviétiques. L'ex-vice-amiral ouest-allemand Friedrich Ruge, a affirmé que la raison fondamentale expliquant la croissance rapide de la flotte marchande soviétique est que la Russie recherche l'hégémonie maritime pour imposer sa présence et son intervention sur toutes les mers. Ruge a ajouté que les navires marchands soviétiques fréquentent les lignes de navigation mondiales et mouillent dans des ports occidentaux. Ce fait revêt une grande signification militaire. L'équipage de ces navires est composé d'agents de renseignement bien entraînés, capables de recueillir tout renseignement, a conclu le reportage.

Chine Il y a 10 ans débutait la Révolution culturelle

Tous les journaux chinois ont marqué le 10e anniversaire du déclenchement de la Révolution culturelle — le 16 mai 1966 — en publiant en première page un éditorial intitulé «La Grande Révolution culturelle rayonnera toujours de tout son éclat» dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits.

Pendant une certaine période, le quartier général bourgeois de Liou Chao-chi avait la haute main sur le pouvoir au sein du parti, dans le travail culturel et de propagande et dans de nombreux endroits. Dans les départements de l'idéologie et de la culture qu'il contrôlait, le capitalisme avait le champ libre, le révisionnisme se déchainait et les génies malfaisants se manifestaient à qui mieux mieux, envahissant les journaux et les revues, les émissions de la radio, les livres et notamment les œuvres littéraires et artistiques. Dans un certain nombre de secteurs de la superstructure, une grave situation s'était ainsi créée : la bourgeoisie y exerçait sa dictature sur le prolétariat. Liou Chao-chi et son groupe encourageaient vivement la pratique du stimulant matériel et l'octroi de primes

qui, à leurs yeux, jouent un rôle prépondérant ; ils poussaient ainsi les gens à suivre la voie capitaliste. Dans une majorité assez grande des usines et autres entreprises, la direction n'était pas entre les mains de vrais marxistes et des masses ouvrières. La base de notre économie socialiste n'était pas solide. Si l'on n'avait pas fait la Grande Révolution culturelle, il n'aurait pas fallu beaucoup de temps pour que la contre-révolution s'installe à l'échelle nationale, que notre parti devienne alors un parti révisionniste et que toute la Chine change de nature...

... Ces dix dernières années, nous avons lutté contre Liou Chao-chi, contre Lin Piao, contre Teng Siao-ping ; ces luttes prouvent ce qui suit : la bourgeoisie existait effectivement dans le

parti communiste... Le grand mérite historique de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, déclenchée et dirigée par le président Mao en personne, c'est d'avoir écrasé à temps et avec la fermeté voulue le complot de restauration que la bourgeoisie au sein du parti avait tramé, d'avoir condamné sa ligne révisionniste, contre-révolutionnaire, repris cette partie du pouvoir qu'elle avait usurpé au sein du parti et de l'État, et assuré la progression continue de notre pays dans la ligne révolutionnaire du président Mao ; c'est d'avoir résolu sur les plans théorique et pratique cet important problème posé au mouvement communiste international contemporain : consolider la dictature du prolétariat et prévenir la restauration du capitalisme.

Lorient

Liberté pour Romain Le Gal !

(Suite de la p. 1)

Ce message déclarait :
« Vous manifestez, à votre manière propre, pour obtenir la libération d'un homme révolté par la situation faite au peuple breton.

« Nous tous réunis ici pour la libération de Romain Le Gal, nous rejoignons votre lutte quand il s'agit de dénoncer la brutalité d'un pouvoir envers spécialement les travailleurs de la Bretagne, paysans et ouvriers, qui font face quotidiennement à des conditions de vie et de travail difficiles.

« Les licenciements se multiplient comme à Fougères, la culture bretonne est baillonnée.

« Avec vous, nous dénonçons les mesures de répression et exigeons la libération de tous les prisonniers politiques. »

Puis la manifestation se dirigeait vers le Palais de justice, où, poings levés, les personnes présentes exigeaient la libération de notre camarade Romain.

Ensuite, le cortège retournait à la maison des syndicats où se tenait la seconde partie du meeting. La parole était donnée à tous ceux qui ont à lutter contre la répression capitaliste. Un représentant du SGEN-CFDT faisait connaître un cas de répression dans l'Éducation nationale. Puis un travailleur, parlant au nom du comité de soutien à Romain Le Gal de l'usine Garnier à Redon, faisait savoir que 21 travailleurs de cette entreprise étaient menacés de passer devant le tribunal le 2 juin. Un ouvrier de l'entreprise La Chaillotine, à Corlay, en grève, prenait ensuite la parole. Quand un représentant du comité de coordina-

tion des foyers Sonacotra intervenait, la salle debout témoignait son soutien en scandant : « Sonacotra vaincra ! Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière ! » Apportant le témoignage de la solidarité des travailleurs immigrés à Romain Le Gal, il devait également faire connaître la lutte des foyers Sonacotra et dénoncer tous ses ennemis, notamment les dirigeants du PCF.

Après cette intervention, largement applaudie, un message de la section de Lorient du PCMLF était lu.

C'est au général de La Bollardière qu'il devait revenir de prendre la parole en dernier pour apporter l'affirmation de son soutien au combat pour la libération de Romain.

C'est en scandant « Ce n'est qu'un début, le combat continue ! » que le rassemblement se terminait.

Le gouvernement aura ainsi pu voir que la mobilisation ne cesse de se développer contre la répression et que Romain est loin d'être seul. Il peut être sûr qu'elle va prendre de plus en plus d'ampleur.

Quant aux responsables du PCF, notamment l'adjoint au maire de Lorient Guillemot, qui par tous les moyens cherchent à s'opposer à la lutte pour la libération de Romain, ils ont pu voir que leurs manœuvres sont vaines. Ils ont beau

dire que les emprisonnés et inculpés « font le jeu du pouvoir », qu'« on ne peut pas défendre des gars comme ça car ils attaquent le PCF », plus d'un millier de travailleurs les ont mis en échec. Et ce n'est pas fini.

SOLIDARITE ANTIFASCISTE

Les cheminots du syndicat CFDT de Rennes réunis le 11 mai 1976 apportent leur soutien au comité constitué pour la libération immédiate de

Romain Le Gal
Militant CFDT de Lorient actuellement emprisonné à Fresnes sous prétexte de reconstitution de parti dissous (PCMLF).

La répression antisyndicale étant politique, particulièrement vis-à-vis de la CFDT et des mouvements d'extrême-gauche, est l'une des constantes de la politique du gouvernement. A ce sujet les cheminots CFDT rappellent leur attachement

à la défense de toutes les libertés et attirent l'attention de tous les travailleurs sur la méthode fascisante du régime « Giscard-Chirac-Ponia-Lecanuet ».

Les cheminots CFDT demandent à tous ceux qui en ont la possibilité de se rendre au meeting de Lorient le samedi 15 mai pour :
— dénoncer la répression contre les militants syndicaux et politiques qui luttent dans le monde ouvrier, paysan, étudiant et immigré.
— exiger la libération des prisonniers politiques et syndicaux.
— exiger la suppression de la cour de sûreté de l'État.

Réuni dimanche en Congrès extraordinaire à Paris

Le Syndicat de la magistrature dénonce les mesures de répression du gouvernement

La salle des ingénieurs du génie civil était pleine ce dimanche 16 mai. Venus de toutes les régions, plus de 220 membres du Syndicat de la magistrature avaient répondu à l'appel lancé jeudi après-midi par le bureau du syndicat et s'étaient réunis en un court délai en congrès extraordinaire.

C'est à la suite de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'affaire Ceccaldi », et à la suite de la mutation plus discrète d'un autre magistrat du parquet de Marseille, Paul-Louis Aumeras, nommé à Lorient, que ce congrès extraordinaire avait été convoqué. L'un et l'autre, on le sait, faisaient preuve d'un peu trop de zèle dans l'instruction d'affaires compromettantes pour les grosses huiles impliquées dans plusieurs trafics.

Les ministres banquiers et pétroliers ont cherché à donner à la décision annoncée de dessaisir Ceccaldi de l'affaire et de le trans-

féder à Hazebrouck, la couleur d'une promotion.

Ce congrès a rejeté sans ambiguïté la thèse frelatée de la promotion, et a condamné tout aussi nettement la répression dont sont victimes Ceccaldi et Aumeras.

Toutefois nous ne partageons pas les illusions du congrès qui condamne comme un « scandale » le recours du ministre de la Justice à de tels procédés. En fait, ce n'est pas simplement un « scandale », mais simplement la manifestation de la dictature de la bourgeoisie.

Pendant plusieurs heures les participants ont dressé un constat montrant comment « le pouvoir contrôle les juges, en particulier les généraux, qui même s'ils agissent dans le cadre de la légalité » peuvent arriver à mettre la bourgeoisie et ses politiciens dans des situations inconfortables.

Les congressistes mettaient de multiples façons

en évidence les innombrables « atteintes portées à la liberté du juge » que ce soit par voie d'intimidation, de déplacements, de mutations, ou de toute autre forme de répression. « Plusieurs dizaines de magistrats ont été traduits devant des instances disciplinaires. Autant en 3 mois qu'en 30 ans » devait souligner un orateur.

Les participants s'élevaient contre cette mise au pas des juges, particulièrement en ce « moment où au nom de la sécurité des individus, les appels à la répres-

sion se multiplient ».

A partir de 16 heures, c'est des moyens d'action du syndicat pour empêcher la répression contre Ceccaldi et de nouvelles sanctions contre d'autres juges, que le congrès devait débattre. A l'issue de deux heures de discussions, le principe d'une grève était retenu pour le cas où des mesures disciplinaires seraient engagées contre le substitut Ceccaldi, que le Syndicat de la magistrature soutient pleinement dans son refus de s'en aller à Hazebrouck.

Pots de vin d'un côté

et seaux de vin de l'autre

Abordant devant les jeunes giscardiens, dont le congrès se réunissait le 16 mai à Nancy, la question épineuse des pots-de-vin versés par les grandes sociétés pétrolières aux partis de la majorité bourgeoise, Michel Poniatsowski a déclaré qu'à propos du PCF « ce n'est pas de pots-de-vin qu'il faut parler mais de seaux ». Le ministre de l'Intérieur s'est par ailleurs engagé à faire des révélations publiques à ce propos avant les municipales. Il est sûr que cela va inciter le parti de Georges Marchais à pousser plus loin son enquête et ses propres révélations. Une belle exposition de pourritures en perspective dans les rangs des forces de la bourgeoisie, de celles au pouvoir, comme de celles qui rêvent de les remplacer.

GISCARD AUX USA

Pendant que la grande presse américaine célèbre les qualités des parfums et du champagne français, une « intoxic » soigneusement orchestrée à l'occasion du bicentenaire des USA, fait campagne dans notre pays pour chanter les bienfaits de l'American way of life. Echange de bons procédés en quelque sorte qui s'intensifient avec l'arrivée — en Concorde — de Giscard aux USA.

Au-delà des flonflons officiels, dans les coulisses, ce voyage est destiné à procéder à un ample passage en revue de tous les points chauds de la situation mondiale. Si les positions convergent sur un certain nombre de points (Angola notamment), les points de divergence sont suffisamment importants (rapports économiques et financiers, construction européenne, conception de la défense européenne...) pour que, prudemment, on ait jugé bon d'annoncer à l'avance qu'aucun communiqué final ne serait publié.

Ces divergences ont été exposées avec une certaine netteté dans une « lettre à l'Amérique » de Giscard, publiée dans le dernier numéro du Time.

Vis-à-vis de la superpuissance américaine, le chef de file des monopoles français met les points sur les i en 3 domaines :

— nécessité de maintenir l'engagement militaire américain en Europe face à la pression militaire soviétique et à son offensive politique dans cette région.

— contribution active au rétablissement d'un ordre monétaire et financier international.

— modification de la politique de l'impérialisme US à l'égard du tiers monde, « seul moyen possible d'éviter les confrontations à l'échelle planétaire ».

En bon technocrate capitaliste, Giscard fait pourtant l'éloge de cette Amérique qui est d'après lui — ce n'est pas l'avis du peuple français, pas plus que du peuple américain — « pouvoir, espace, démocratie... entreprise, initiative, mouvement et aussi organisation et efficacité ». Mais il laisse percer un avertissement aux USA pour qu'ils « acceptent franchement l'effort entrepris pour organiser l'Europe en une entité politique amie et alliée, mais ayant les pouvoirs de prendre ses propres décisions ».

Les contradictions d'intérêts qui opposent monopoles français et américains ne seront évoquées qu'en sourdine, de façon feutrée car cette rencontre sera dominée par l'ombre menaçante et grandissante du social-impérialisme russe qui inquiète les uns et les autres.

DES INFORMATEURS BIEN MAL INFORMÉS

Un nouvel exemple de manipulation de l'information vient d'être donné par l'agence France-Presse dans son compte-rendu de la manifestation de Lorient. Contrairement à l'évidence, l'agence France-Presse parle d'une manifestation organisée pour la seule libération du militant breton Perig Loquet. Or les manifestants de Lorient avaient mis en avant la libération de Romain Le Gal entre autres parce que le juge d'instruction refuse, contrairement à tous les usages de la justice bourgeoise elle-même, la mise en liberté provisoire de Le Gal. Il est facile de comprendre les raisons de la manipulation de l'AFP surtout quand on sait que le contrôle du gouvernement sur celle-ci a été renforcé ces derniers temps par la nomination au poste de direction de l'ancien responsable à la propagande du gouvernement.

Lettre à Romain Le Gal, ouvrier municipal

L'assemblée générale de l'UL des syndicats CFDT de Lorient, réunie ce 15 mai 1976,

— t'assure, Romain, de sa complète solidarité avec toi, face à la répression qui t'a frappé, en même temps que 4 autres militants de Lorient, et te maintient sa confiance en te réélisant membre conseiller de l'union locale.

— s'associe aux nombreuses manifestations de sympathie et de solidarité active qui se développent dans la région et même au

niveau national

pour exiger ta libération immédiate la levée de toutes les inculpations la suppression de la cour de sûreté de l'État.

— proteste avec force contre les attaques de plus en plus violentes des patrons et de l'État contre la classe ouvrière, contre son droit à l'opinion, à l'expression, à l'organisation, contre son droit à la lutte pour un monde meilleur.

— s'engage à lutter jusqu'à ta complète libération.

Les étudiants contre la répression antiouvrière et antipopulaire

A l'appel des comités de soutien aux inculpés de Lorient, les étudiants de la faculté des Sciences de Rennes décident de participer à la manifestation régionale du 15 mai prochain organisée par ces comités. En rejoignant nombreux cette manifestation anti-répression, ils exigeront samedi la libération du militant marxiste-léniniste Romain Le Gal, la levée des inculpations de tous les militants politiques, la libération des

militants corses et bretons, et la dissolution de la cour de sûreté de l'État devant laquelle est déféré Le Gal (pour reconstitution de ligue dissoute) ainsi qu'Edmond Siméoni et bien d'autres. Ils manifesteront contre la répression antiouvrière et antipopulaire que la bourgeoisie inflige aujourd'hui à l'ensemble du mouvement populaire.

Adopté en
assemblée générale
le lundi 10.



Les éboueurs de Lille-Wazennes

TIRONS LES LEÇONS DE LA GREVE

Encore une grève brisée par les dirigeants révisionnistes. Les éboueurs de la TRU ont fait la grève pendant 2 semaines pour leurs revendications : 5 % d'augmentation, 5e semaine de congés payés, réduction des tours et améliorations des conditions de travail et d'hygiène. Cette grève était importante

Beaucoup d'éboueurs sont en colère, ils disent : «C'est raté, on a fait grève 2 semaines pour presque rien.» Nous disons, nous, que les éboueurs de la TRU auraient pu gagner. S'ils ont perdu c'est parce que la grève n'a pas été menée comme il fallait, et cela à cause de la ligne de capitulation de classe de l'union locale CGT dirigée par les révisionnistes.

LUTTE DE CLASSE OU CAPITULATION DE CLASSE ?

Pour gagner il faut mener une lutte dure, classe contre classe. Les éboueurs de la TRU sont combattifs, ils se sont affrontés à certains agents du patron infiltrés dans les rangs ouvriers : les briseurs de grève de Force Ouvrière. Ces jaunes ont été complètement démasqués et isolés. Mais parmi les grévistes, dans les rangs même de la CGT, il y a eu une lutte entre deux voies, une lutte entre la voie du capitalisme et la voie de lutte des classes.

1er exemple : le piquet de grève

Dès le 22 avril, le délégué principal de la CGT (membre du PCF) voulait faire lever le piquet. Les autres délégués et la plupart des grévistes se sont violemment opposés à lui. Puis le patron a exigé que le piquet soit levé le temps que dureraient les négociations. Les délégués CGT ont cédé, c'est une grave erreur, pendant toute la journée les jaunes de FO ont pu sortir les benes et cela a affaibli la grève.

2e exemple : l'attitude face aux flics

Quand l'huissier est venu le 24, on a su que les flics allaient intervenir, il fallait mobiliser les grévistes en permanence pour tenir face aux flics. Beaucoup de travailleurs étaient prêts à résister par la force. Un délégué CGT nous a dit : «On a des manches de pioche et des fusées à pression, si les flics viennent ils trouveront à qui parler.» Le 27, les flics sont venus et les piquets ont été levés aussitôt. A Was-

quehal il n'y avait que 8 gars dans le piquet ce jour-là face aux flics. Ce jour-là la grève à la TRU était brisée, condamnée à pourrir.

Pour une véritable démocratie prolétarienne

Pour que les formes d'action choisies mobilisent tous les travailleurs, il faut une large démocratie prolétarienne : il faut des assemblées générales des grévistes fréquentes et démocratiques, il faut un comité de grève unissant syndiqués et non-syndiqués, élu et révocable par l'assemblée générale des grévistes. Mais la grève de la TRU n'a pas été dirigée démocratiquement, aucun comité de grève n'a été élu, certains délégués de la CGT sont courageux et combattifs et se sont opposés physiquement à la ligne de capitulation de classe de l'union locale CGT. Mais beaucoup d'éboueurs nous ont dit : «Les délégués CGT font tout».

Solidarité populaire ou isolement

Quand la télé, la presse au service des patrons essaient d'exciter les gens contre les grévistes, c'est pour essayer de rendre la grève «impopulaire».

parce que les travailleurs de la TRU n'avaient pas fait grève depuis 68.

Le travail a repris et les éboueurs n'ont eu que 2,5 % d'augmentation avec un mois d'avance sur l'augmentation nationale, rien sur les congés payés et les jours de grève. Le patron avance l'argent mais les travailleurs devront rembourser rapidement !

Pour gagner, les éboueurs devaient organiser une campagne de solidarité populaire, créer des comités de soutien placés sous la direction des grévistes, prendre contact avec les autres usines — en particulier avec les usines en lutte — faire des collectes dans les quartiers ouvriers, des tracts et des manifestations. Or le soutien n'a pas été bien organisé. Les pontes révisionnistes de l'UL-CGT portent une lourde responsabilité.

Un exemple : jeudi 22, une manifestation de masse de 4 000 étudiants et lycéens était dirigée — à l'initiative des marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge — vers la TRU pour soutenir les grévistes et réaliser l'unité à la base et dans l'action des étudiants et lycéens et de la classe ouvrière. Les travailleurs de la TRU devaient expliquer leur lutte aux étudiants. Au lieu de cela, c'est Marcel Leroy — ponte révisionniste et secrétaire départemental CGT — qui s'est emparé du micro. Ce bonze a fait un discours diviseur et démobilisateur qui a complètement écœuré les étudiants. Ainsi il les a mis en garde contre des provocateurs tout à fait imaginaires et les appelait à «lutter chacun de son côté sur ses propres revendications», méprisant ainsi l'unité ouvriers-étudiants.

Le lendemain, le journal du PCF «Liberté» écrivait que «les fauteurs de troubles en ont été pour leurs frais». Où étaient les fauteurs de troubles ? Pourquoi ces gens qui se prétendent «communistes» ont-ils craché sur une puissante manifestation unitaire qui venait apporter son soutien aux grévistes ? C'est clair, les dirigeants révisionnistes du PCF ont peur de l'unité de combat des étudiants et des ouvriers. Ce n'est pas la première fois que les faux communistes qui dirigent l'UL-CGT brisent les luttes ouvrières dans la région : Massey-Ferguson, IHF, Beghin-Say. Il est clair que leur véritable but n'est pas de défendre les travailleurs mais de les diviser, de tout faire pour arriver au pouvoir et appliquer leur Programme commun bourgeois.

Nous, communistes marxistes-léninistes qui avons soutenu la grève de la TRU depuis le début, nous appelons tous les travailleurs de la TRU — membres du PCF ou non, syndiqués ou non — à engager un large débat pour que les raisons de l'échec de la grève soient tirées au clair. Tôt ou tard les éboueurs reprendront leur lutte et cette fois JUSQU'À LA VICTOIRE !

Correspondant HR.

A Dreux, Radar en lutte contre les salaires de misère

Le 13 mai des employés de l'hypermarket Radar de Dreux sont passés à l'action (en janvier ils ont monté une section syndicale CGT). Des négociations ont été engagées au niveau du CE sur les salaires (actuellement 1 300 F net à l'embauche) et les conditions de travail. Mais la direction a tenté de jouer à la division par des augmentations ou des réductions, à la tête du client. Un débrayage de 2 heures était décidé pour le 13 mai le matin. Aussitôt la direction met les cadres aux caisses, les employés ripostent immédiatement en votant à main levée la grève illimitée jusqu'à satisfaction des revendications. L'enthousiasme est grand dans la lutte : tracts et banderoles accueillent les clients pour les inviter à ne pas entrer au magasin et à soutenir cette lutte.

Aussitôt constat d'huissier contre le délégué, qui est traduit en référé l'après-midi. Le tribunal constate que les caisses sont restées ouvertes (cadres et 4 ou 5 jaunes). Pour les employés, le procès c'est gagné.

Cependant ils voudraient bien qu'aucun client n'entre au magasin. Ils voudraient aussi élargir leur lutte aux autres magasins de Dreux : ils sont allés distribuer leurs tracts. Les employés de Radar sont décidés à lutter jusqu'au bout pour : 2 000 F minimum, une augmentation annuelle supérieure à l'indice INSEE, 2 jours de repos consécutifs, le 13e mois réel pour tous, une prime d'ancienneté et une prime de vacances, la fermeture du magasin à 21 h au lieu de 22 h, la suppression du délai de carence maladie, l'octroi de jours de congé pour soigner leurs enfants pour les femmes.

Les travailleurs de Radar rejettent tous les contes de la direction : «On a beaucoup de frais, on investit pour créer des emplois» — à 1 300 F par mois, pensez donc ! — Ils veulent que la direction générale vienne à Dreux, ils veulent aussi que leur lutte converge avec celle des autres «Radar» en lutte (Reims, Mondelange...).

Correspondant de Dreux avec les employés et les délégués de Radar.

Randonnai (Orne)

Grève aux fonderies

Aux usines de fonderie Sfar 500 ouvriers sont en grève depuis mardi dernier, dont 400 travailleurs immigrés marocains, portugais. Ils demandent une augmentation de salaire et de meilleures conditions de logement. C'est un grand événement pour la classe ouvrière de la région. L'UL-CGT de l'Aigle, a fait passer un communiqué dans «Ouest-France» pour faire croire que c'était elle qui avait fait appel à la grève. C'est faux. La grève est partie de la base — qui refuse de suivre la CGT — et nos frères immigrés sont profondément déterminés. Il est urgent qu'une solidarité se développe, les CRS sont à Randonnai.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière.

Correspondant HR.

Journée «portes ouvertes» à l'Agence Nationale pour l'emploi de Toulouse

Une journée «portes ouvertes» était organisée le 12 mai à l'initiative du collectif Chômeurs de l'ANPE de «La Balance» et par des travailleurs immigrés, des travailleurs intérimaires, des stagiaires FPA, des étudiants du Mirail en grève, les Femmes travailleuses en lutte, des groupes femmes des quartiers, des lycéens et collégiens (CET) en lutte, le Mouvement d'action judiciaire, des enseignants, syndiqués et non-syndiqués.

A tour de rôle, chaque groupe participant a souligné les particularités de son exploitation et de sa lutte, mais surtout mis en avant les liens qui permettaient de renforcer l'unité avec les chômeurs :

- les femmes qui représentent plus de la moitié des chômeurs, aussi bien chez les jeunes que chez les plus âgés.
- les étudiants qui refusent que 20 % soient cadres du capital, et 80 % chômeurs ou sous-qualifiés.
- les stagiaires AFPA, chômeurs en sursis, privés de toute liberté dans les centres, sans débouchés à la sortie.
- les travailleurs intérimaires, sans droit, sous-payés, et surexploités, de plus en plus utilisés par les entreprises.

— les travailleurs immigrés enfin : les premiers licenciés, menacés à tout moment d'expulsion, surtout ceux qui luttent, en butte au racisme et aux tracasseries de l'administration et de la police.

Le collectif Chômeurs a parlé ensuite de la situation dans la région. La fermeture de plusieurs entre-

prises a entraîné 20 000 chômeurs sur Toulouse, dont les 2/3 ne touchent rien. Leur situation économique ne fait que s'aggraver, alors c'est la répression : 3 000 coupures de gaz et d'électricité, 5 000 saisies ou expulsions en cours dans la Haute-Garonne.

A cela s'ajoute la répression contre l'organisation des chômeurs : depuis plusieurs mois le pouvoir par l'intermédiaire des directives de l'ANPE, essaie de les faire taire, de les empêcher d'établir les liens indispensables pour pouvoir passer à l'action : affiches du collectif déchirées dans l'agence, menaces verbales, chantage à la police, violence physique, etc.

Il y a plusieurs mois, les chômeurs avaient obtenu grâce à leur lutte impulsée par le collectif les bus gratuits de 9 h à 17 h. Maintenant ils continuent de se battre pour des revendications économiques immédiates : gratuité du gaz, de l'électricité, des loyers pendant la durée du chômage, et pour des revendications plus fondamentales : du travail pour tous, allocations au moins égales au SMIC, liberté d'expression sur les agences.

Ce sont les patrons qui les ont envoyés au chômage, ce n'est pas à eux de faire les frais de la crise.

Les 150 personnes présentes ont pris conscience de la force de l'unité de tous les travailleurs contre le système capitaliste, et du fait que pour être victorieuse, toute lutte doit recevoir la solidarité active de tous.

Correspondant HR.





la France des luttes

FOYERS SONACOTRA RENNES : GRAND MEETING DE POPULARISATION DE LA GREVE

Dans une atmosphère chaleureuse et enthousiaste devait se dérouler à Rennes, vendredi soir dernier, un grand meeting de solidarité à la grève des résidents des foyers Sonacotra. Les représentants du Comité de coordination des grévistes, de nation-

La salle était comble dès 20h 30, heure à laquelle devait commencer le rassemblement sous le mot d'ordre «La parole aux grévistes de la Sonacotra». Des personnes de tous âges étaient présents, mais en particulier beaucoup de jeunes : plus d'une centaine de travailleurs immigrés, notamment maghrébins étaient présents.

Ce meeting avait été préparé par un comité de soutien formé depuis moins d'un mois sur la ville ; préparation qui s'était faite en étroite liaison avec le Comité de coordination et sous sa direction

La première difficulté résidait dans le fait qu'à Ren-

nes il n'y avait pas de foyer Sonacotra ; pas plus d'ailleurs que dans les villes avoisinantes de Bretagne. La présence de cette foule montrait aux organisateurs et aux représentants du Comité de coordination que

cette lutte était connue largement dans la région, et que les enseignements que l'on pouvait en tirer intéressaient les travailleurs de la région.



Français-immigrés, unis comme les cinq doigts du poing levé (photo correspondant HR).

Pour soutenir ce meeting était monté à la tribune un représentant de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), deux représentants d'un centre FPA de Saint-Brieuc - ouvriers immigrés - en lutte actuellement, ainsi qu'un représentant du comité de soutien qui ouvrait la soirée par une brève intervention.

Après les interventions du représentant de la FEANF et du centre FPA de St-Brieuc, les 2 représentants du Comité de coordination devaient alors intervenir l'un après l'autre. Après avoir remercié le comité de soutien pour toute l'organisation du meeting, un délégué devait déclarer : «La lutte des travailleurs immigrés que nous menons depuis 17 mois, est une lutte juste ! Elle est dans le cadre de la lutte de toute la classe ouvrière de France (...) Dix huit délégués ont été expulsés, camarades (...) parce que la bourgeoisie avait peur de l'unité entre travailleurs français et immigrés ; parce qu'elle avait peur quand nous réclamions l'égalité des droits entre tous les travailleurs.»

Le délégué du comité de coordination devait rappeler ensuite à propos du soutien que les résidents attendent : «Le soutien nous le voulons sur la base de la plateforme revendicative du comité de coordination. Nous approuvons ceux qui nous soutiennent, comme ce soir, sans ingérence ; nous dénonçons ceux qui disent nous sou-

tenir et en fait, font passer pour des victoires la reprise des paiements foyers par foyers ; il y a troisièmement ceux qui en parole et dans les actes nous dénoncent : je veux parler du PCF, de la CGT et de certains éléments de l'Amicale des Algériens qui sabotent notre lutte à l'intérieur des foyers, qui divisent entre nationalités, entre Français et immigrés, qui rentrent dans les foyers

au soutien financier de la part de l'assistance. Les représentants du comité de coordination après une intervention en langue arabe, répondirent aux nombreuses questions des participants. Pour finir, un délégué des grévistes de la Sonacotra remercia pour le soutien important que représentait ce meeting et se déclara solidaire de tous ceux qui luttent et subissent la ré-

pression politique du pouvoir comme les militants de Lorient.

Un paquet de pétitions représentant plus de 2 500 signatures fut enfin donné au comité de coordination par le comité de soutien, ainsi que la collecte de plus de 3 000 francs.

Un meeting qui fera date à Rennes qui se clôtura aux cris de «So-So-Sonacotra cèdera !»

RECTIF:CATIF

Dans notre édition du vendredi 14 mai 1976, dans l'article intitulé «Unité autour du Comité de coordination» une coquille malencontreuse s'est glissée en page 5, 4^e colonne au point No 1, où il était marqué :

«... d'aider de multiples façons la grève et de travailler au sein des comités de résidents...» Il fallait évidemment lire «au sein des comités de soutien» comme le sens de l'article l'indiquait.

LES GREVISTES DE LA SONACOTRA DENONCENT LE PCF

(Suite de la page 1)

L'ensemble des résidents des foyers, des délégués et de leur Comité de coordination sont prêts à continuer et à étendre leur lutte jusqu'au retour de leurs camarades expulsés, jusqu'à de nouvelles négociations et la satisfaction de leurs revendications.

Par ailleurs, le journal «Le Monde» (du 13/5/76) fait état de liens entre le

Comité de coordination et le MTA (Mouvement des travailleurs arabes). Le Comité de coordination rappelle qu'il est composé uniquement de délégués élus représentant les résidents de leurs foyers, et qu'il n'a rien à voir avec une quelconque organisation politique. Aucune organisation, quelle qu'elle soit, ne peut diriger notre lutte.

Contre les licenciements

GREVE AUX USINES CLAUDEL (MANCHE)

Pour la seconde fois en moins de 6 mois, les ouvriers des trois usines Claudel sont en grève. A la suite d'une longue grève en novembre dernier des gars de Villedieu, sur le respect des accords de classification, le patron Pedroli avait demandé le 16 décembre quatre licenciements de délégués syndicaux. Le trust Nestlé - auquel appartient Claudel - voulait ainsi briser une section syndicale active et dynamique. Pedroli demandait donc ces licenciements à Dtrafour, après que le comité d'entreprise et l'inspectrice du travail les lui aient refusés. Le ministre accepte le licenciement de deux d'entre eux : Maurice Decatheaugrue, délégué CFDT maîtrise, et Pierre Lehobey, délégué syndical CFDT.

«Duratour aux ordres de Claudel Nestlé»

Tel est le titre du tract CFDT inter-usines (trois usines, plus deux centres de collecte). Tous les ouvriers sont aujourd'hui en grève pour exiger : pas de licenciements, augmentation des salaires, respect et élargissement des droits syndicaux.

Cette fois c'en est trop. Du coup la CGT s'y est mise. Mais souvenons-nous du message de «soutien» adressé aux grévistes en novembre dernier. Il disait textuellement ceci (en pleine grève, alors que les Claudel avaient besoin et demandaient le soutien de tous) :

«Nous avons suivi avec un très vif intérêt les événements qui se sont déroulés à Villedieu... Nous tenons à souligner que la section CGT des Ets Claudel ne saurait participer à des actions sans que des consultations préalables aient eu lieu et qu'un accord soit intervenu.»

Et alors qu'on en était au 13^e jour de grève, la CGT de poursuivre : «Chaque organisation ayant son style

d'action propre, il est évident que le développement d'une action unitaire ne peut se réaliser qu'à la suite de discussions entre les organisations pour définir la plateforme des revendications et les moyens à utiliser pour les faire aboutir.»

L'unité des Claudel et des petits producteurs «une arme indispensable»

Suivant cette logique la CGT (et le PCF) étaient absents au grand meeting de soutien aux quatre ouvriers de chez Claudel, meeting qui avait rassemblé le 22 mars dernier plus de 2 000 travailleurs de toute la Basse Normandie !

De son côté le patron Pedroli a profité d'une assemblée générale du groupement des producteurs Claudel pour calomnier les ouvriers à qui mieux mieux : «C'est une minorité qui sous la menace oblige toute l'usine à faire grève.» Alors que tout le monde dans les usines était en grève. «Ils vont tout casser, poursuit Pedroli... Si vous perdez du lait c'est de leur faute...»

Les Claudel ne peuvent laisser passer cela. Ils font tout pour obtenir le soutien actif des producteurs surtout des plus petits dont Pedroli ne se cache pas de vouloir la disparition.

Il est bien clair que si ouvriers et petits producteurs - qui forment l'immense majorité des clients de Claudel disaient d'un bloc : non aux licenciements, reprenez Decatheaugrue et Lehodey, ça ne ferait pas un pli. Et ces petits patrons qui jouent les bravaques d'autant plus qu'ils les mouillent seraient bien obligés de céder.

Avec le soutien des petits producteurs, les Claudel vaincront.

Correspondant HR.

Malichaud (Orléans) LA SOLIDARITE S'ORGANISE

Le 14 mai les ouvriers rassemblés en AG ont décidé la poursuite de la grève jusqu'à lundi. Vendredi matin, l'ensemble des grévistes ont manifesté dans le quartier aux abords de l'usine aux cris : «40h sans perte de salaire, Malichaud doit payer, Malichaud-Cheneseau solidarité». Des tracts ont été distribués aux portes des usines avoisinantes dont Rivière-Casalis, qui a mené une grève de 15 jours au mois de février. A 14h, la direction a annoncé qu'elle recevrait les organisations syndicales lundi 17 à 8h 30.

Cette décision n'a en rien entamé la combativité des travailleurs. Des motions de solidarité ont été apportées, notamment par les sections syndicales CFDT de Cheneseau et de la CEPEN (Thermor) ainsi que d'une section CGT de chez Legay (cartonnage). Les motions ont été lues en AG et ont été vivement applaudies. Les ouvriers de chez Malichaud, qui fabriquent des «aubes» pour Hispano-Suiza (SNECMA), représentant 80% de la production, ont de plus l'appui des ouvriers de chez Hispano à Suresnes qui sont en grève illimitée pour la réintégration de deux délégués CGT venant d'être licenciés. A Malichaud, la lutte continue.

Correspondant H.R.

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève (56, rue de la Fontaine-au-Roi) le 14 mai 1976



IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'ICI LE 30 JUIN OSER S'ADRESSER AUX MASSES

Au soir du 11 mai, le total des sommes souscrites était de 5 880 F. Nous avançons donc, mais doucement, trop doucement. Il reste en effet 244,920 F à collecter en un mois et demi. Cela nécessite des efforts importants et immédiats de chacun. Camarades, amis, lecteurs, souscrivez sans attendre à votre quotidien de classe !

Nous avons conscience de ce que le versement d'une souscription représente comme sacrifices pour nos lecteurs, particulièrement pour nos lecteurs ouvriers. Mais nous savons aussi que, particulièrement dans la situation actuelle marquée par d'intenses luttes de classe, combattre pour la satisfaction des intérêts immédiats comme des intérêts à long terme du prolétariat, c'est principalement implanter l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne dans la classe ouvrière, exposer et expliquer sans relâche et toujours plus largement sa ligne idéologique et politique, répondre du tac au tac et être à l'offensive par rapport aux attaques conjointes des capitalistes et de la bourgeoisie révisionniste, diffuser sans cesse et toujours plus les idées marxistes-léninistes et le quotidien dans lequel elles s'expriment, *L'Humanité rouge*. Cela ne saurait se faire sans que soit remportée la bataille de la souscription de 25 millions d'ici le 30 juin.

Mais dans cette bataille aussi, bataille éminemment politique, il faut être offensif, il faut oser aller aux masses. Le camarade Mao Tsé-toung expliquait en juin 1943 : « Quelque actif que soit le groupe dirigeant, son activité se réduirait à l'effort infécond d'une poignée de gars, si elle n'était pas liée avec celle des larges masses. » Il en va bien ainsi également de notre souscription. Et il est certain que la bataille que nous remporterons sera le fruit de la souscription conjuguée de tous nos camarades, de tous nos amis, de tous nos lecteurs, et de beaucoup de gens autour d'eux, de leurs propres amis, de leurs ca-

marades de travail, de ceux avec qui ils se retrouvent pour leurs loisirs, etc. Comment pourrait-il en être autrement ? Comment nos seuls camarades pourraient-ils, même en se « décarcassant », totaliser une somme de cet ordre ? Cela ne se peut pas.

Ajoutons qu'il y va de notre conception du monde, de notre conception de l'avant-garde marxiste-léniniste. Dans le discours qu'il prononçait lors de notre grand Rassemblement national ouvrier, le 14 février, exposant les vues de l'avant-garde marxiste-léniniste sur ce que sera la dictature du prolétariat dans notre pays, le camarade Jacques Jurquet expliquait : « Les masses utiliseront le parti révolutionnaire prolétarien, qu'elles auront édifié au travers de leurs luttes prolongées. Et si l'on parle de ce parti comme dirigeant du processus révolutionnaire, ce ne peut être évidemment qu'en fonction de la volonté des masses et de ce qu'elles auront fait de lui. Ainsi, nous, marxistes-léninistes, nous rejetons la conception d'un parti exerçant sa direction sur les masses et nous soutenons la conception d'un parti exerçant sa direction avec les masses ».

C'est cette conception générale qu'il convient d'appliquer dans la bataille que nous livrons aujourd'hui pour la souscription. Il faut combattre et rejeter tout point de vue visant à nous isoler des masses. A la faveur des luttes qu'ils mènent actuellement, les ouvriers, les petits paysans, les étudiants, etc., sont de plus en plus nombreux qui commencent à nous accorder leur confiance, et qui attendent plus de notre part. A notre tour de leur faire confiance, et d'oser s'adresser à eux pour qu'ils participent, même modestement, à notre campagne de souscription. Multiplions les initiatives en ces sens, écrivez-nous pour nous faire connaître vos expériences. En avant, pour 25 millions d'ici le 30 juin !

La grève se poursuit à l'école d'infirmiers de Nantes

Votée le mardi 4 mai à très forte majorité (sur 319 participants, 260 pour), la grève est actuellement reconduite jusqu'au jeudi soir 13 mai.

Nos revendications tiennent en plusieurs points :

- paiement de tous les mois de travail à l'hôpital (40 heures par semaine) ;
- droit d'expression syndicale et politique. A Nantes la section CFDT, regroupant environ 60 élèves n'est pas reconnue. Ses tracts sont systématiquement arrachés des panneaux d'affichage par la direction elle-même (exemple parmi tant d'autres).
- une formation pédagogique plus ouverte sur la place de la santé dans notre société, l'étude des conditions de travail, notre rôle auprès des malades...
- le remboursement des frais de transport pour se rendre sur les lieux de stage.
- des congés de maladie, de maternité non récupérables (actuellement nous avons le droit d'être malades 15 jours sur 28 mois de formation).

Enfin le statut des travailleurs en formation ne faisant pas l'unité, nous nous sommes mis d'accord sur la revendication d'une rémunération pour tous, pendant les 28 mois d'étude.

C'est donc en vue de faire aboutir nos revendications que nous sommes en grève depuis une semaine déjà.

Notre grève est une grève active : différentes com-

missions se sont créées pour approfondir tous ces points, notamment les deux statuts proposés : statut de travailleurs en formation et statut étudiant. Jeudi 6 mai, la journée de temps fort national nous a conduits dans les diverses administrations régissant notre école : DDASS - CHR - mairie... Bien entendu tous ces messieurs nous soutiennent mais affirment n'avoir aucun pouvoir de décision à notre niveau.

Mais nous ne baissons pas la tête. Devant notre entêtement et notre mobilisation, quelques monitrices enseignantes commencent à se poser des questions et conduisent leurs collègues à prendre une journée de réflexion. Résultat : convocation d'un conseil technique extraordinaire le jeudi 13 mai, avec la présence de toutes les monitrices (habituellement elles ne sont que deux). Voilà pourquoi nous attendons ce jeudi de pied ferme.

A Nantes tous les problèmes sont loin d'être résolus. Mais ce n'est que dans l'unité que nous serons forts. Et ces institutions rétrogrades et bourgeoises que sont les écoles d'infirmiers finiront bien par se mettre au pas des élèves, au pas des travailleurs...

Une élève infirmière de Nantes.

A PROPOS DES
GREVISTES DES FOYERS
SONACOTRA

A QUI S'ATTAQUE
M. GHERAIEB
PRÉSIDENT DE
L'AMICALE DES
ALGÉRIENS EN EUROPE

Le quotidien algérien « El Moudjahid » du 12 mai a publié les éléments d'une conférence de presse donnée mardi matin à Paris à l'initiative de la CGT, de la FEN, de la CFDT, de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de l'Amicale des Algériens en Europe.

A cette occasion, M. Gheraieb, président de l'Amicale, a notamment déclaré à propos du conflit qui oppose les travailleurs immigrés à la Sonacotra :

« ... Le soutien que nous apportons à l'action revendicative des résidents de ces foyers ne doit pas nous dispenser de dénoncer les menées irresponsables de certains éléments extrémistes qui se préoccupent fort peu de l'aboutissement des revendications des résidents et n'ont en vue que de créer un centre d'agitation permanent dans ces foyers... »

Nous laissons juges nos lecteurs français et algériens qui pourront prendre connaissance des positions des principaux intéressés, les grévistes de la Sonacotra, en page 1 et 5.

PÉKIN INFORMATION 1 an — 52 Nos — 21,00 F

CHAQUE SEMAINE
LISEZ PÉKIN-INFORMATION

Le No 19 vient de paraître :

Au sommaire :

- Entrevue de président Mao et du premier ministre de Nouvelle-Zélande Muldoon, allocutions du premier ministre Houa Kouo-feng et du premier ministre Muldoon au banquet offert en son honneur.

- La célébration de la fête internationale du travail en République populaire de Chine.

- La critique contre Teng Siao-ping accélère le développement impétueux de l'industrie et des communications ; grande victoire de la dictature du prolétariat, à propos de deux résolutions du Comité central du Parti communiste chinois.

- Quatrième volet du reportage sur l'industrie socialiste.

- L'expansion soviétique en matière de pêche, etc.

Pour vous procurer Pékin-information, adressez-vous aux :

Éditions du Centenaire, dépositaire officiel des Éditions de Pékin, 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris.

Prix de l'exemplaire : 0,70 F

Un meeting des marxistes-léninistes de Lille adresse une lettre à Romain Le Gal

Les participants d'un meeting récemment organisé à Lille par « L'Humanité-Rouge » et la JCMLF dans le cadre de la lutte contre la répression ont signé la lettre ci-jointe qui a, sans plus tarder, été adressée à notre camarade Romain Le Gal, inculpé de « reconstitution de ligue dissoute », le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), et détenu à la prison de Fresnes.

Cher camarade,
Aujourd'hui, le 8 mai 76, journée nationale de lutte contre la répression, journée impulsée par « L'Humanité-Rouge », nous t'écrivons pour t'exprimer notre solidarité et notre soutien face à la répression.

Toucher un ouvrier, c'est

toucher toute la classe ouvrière, en voulant t'isoler la bourgeoisie n'a réussi qu'à te faire connaître dans toute la France. En pensant nous intimider elle n'a fait que renforcer la colère et l'opposition contre elle.

Contre les parias et les Marchais nous nous enga-

geons à déployer nos efforts pour obtenir ta libération et la levée des inculpations pour toi, nos autres camarades et les autres prisonniers politiques.

Aujourd'hui même, à Lille, a lieu un meeting pour ta libération. Nul doute que chaque participant aura à cœur de travailler activement à la lutte contre la répression par la suite. On n'enferme pas la colère du peuple.

En te réaffirmant notre soutien et en te souhaitant bon courage,

Nous te saluons fraternellement.

SOUTENEZ ROMAIN LE GAL ECRIVEZ LUI
R.Le Gal 655583 1er division Maison d'arrêt de Fresnes
cellule 351B 1,Division Leclerc 94261 Fresnes

AFFICHEZ
L'H.R.



TARIFS
D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 3022672 La Source.



Communiqué

Motion communiquée aux : Affaires culturelles, Ville de Paris, présidents de Salons, presse, Conseil de Paris, personnalités politiques, architecte en chef du Sénat, président du Sénat.

Depuis près d'un an, le Salon de la Jeune Peinture lutte ouvertement en faveur des Salons expulsés du Musée d'Art moderne (avenue de New-York) et vient d'obtenir la solution provisoire du relogement de ces Salons pour cette année dans l'ancien Musée du Luxembourg 19, rue de Vaugirard Paris-6e.

Notre exposition a donc débuté le 28 avril, alors qu'une salle n'était pas terminée (et ne l'est toujours pas à l'heure actuelle), nous avons pu relever les faits suivants :

- 1) pas d'extincteurs.
- 2) pas de sortie de secours.
- 3) pas d'appareils de ventilation.
- 4) pas d'eau, pas de lavabos, pas de WC.
- 5) pas de téléphone.
- 6) pas de vestiaires et d'endroit pour les gardiens.
- 7) aucun matériel de nettoyage du sol.
- 8) aucun éclairage par spots.
- 9) pas de tringles pour l'accrochage des tableaux.

De tels manquements mettent notre exposition hors des normes de sécurité, donc illégale.

L'assemblée générale du Salon de la Jeune Peinture qui a eu lieu le 4 mai s'est déclarée unanimement décidée à entamer des actions pour que cesse dans les plus brefs délais cet état d'irresponsabilité des pouvoirs publics quant à la culture.

La présente motion demande donc la visite rapide et efficace d'une commission de sécurité.

Un dernier fait scandaleux montre à quel point est bafouée la liberté culturelle en France : l'affiche de notre Salon n'a pas eu l'heur de plaire, et s'est donc vue refuser l'affichage promis sur les panneaux officiels des jardins du Luxembourg !

Il va de soi que nous avertissons ici même les Salons appelés à exposer après nous dans ce Musée, des manquements inadmissibles et des faits de censures dont ils auront à souffrir.

Nous les invitons à se joindre à nous dès à présent dans des luttes décisives pour obtenir satisfaction de nos exigences normales : sécurité, gratuité, larges informations, affichage, élargissement des cimaises, «un lieu décent et définitif».

Nous leur confirmons notre détermination entière à reconquérir nos pleins droits culturels.

L'assemblée générale
Le comité

«RUPTURE»

Ce film sera présenté
par l'Association des Amitiés
Franco-Chinoises

Judi 20 mai à 20 h 30
Salle de la mutualité

entrée 7 frs

Après la finale de la Coupe d'Europe de Football

«Depuis 15 jours, la France avait la fièvre verte. Pas moyen d'y échapper.» (L'Humanité, 13 mai, souligné par nous).

Tous les partis bourgeois de droite et de «gauche» ont fraternisé pour repousser la séance parlementaire prévue à l'heure du match St-Etienne-Bayern. Ils en ont fait une affaire d'Etat. Pendant ce temps, la télévision appelait à la fraternisation de tous les Français : TF-1 saluait les «Français de Guyane, des Antilles et de la Réunion» qui suivaient le match, et montrait complaisamment des supporters de St-Etienne embrasser un flic en montant dans l'avion !

Après le match, les joueurs français ont descendu les Champs-Élysées en voiture découverte, devant une foule évaluée généreusement à 100 000 personnes par la préfecture de police

ont été reçus par Giscard en personne.

La «défaite triomphale», comme dit TF-1, n'a donc pas arrêté la vague de propagande chauvine. Et la presse bourgeoise s'évertue à démontrer que le Bayern a eu de la chance. «Le gardien bavarois a eu la baraka... Les supporters stéphanois furent en droit de scander "Ils sont cocus"», écrit un des trois envoyés spéciaux de l'Humanité à Glasgow ; et le «Parisien» d'Amaury titre : «Ils sont vaincus, mais pas cocus !».

«FINIE
LA POLITIQUE,
VIVE LE SPORT !»

Cette formule d'une émission de TF-1 4 mai à 20 h 30) résume clairement l'enjeu d'une telle campagne d'opinion. La bourgeoisie veut faire croire que le sport

est au-dessus des classes. La politique ne peut que troubler la fête sportive : «Parce que le souvenir du drame de Munich reste vivace ; parce que les graves problèmes irlandais ne sont pas sans planer en permanence sur le continent britannique (...) parce que les menaces des anarchistes allemands de déposer une bombe dans le stade étaient prises au sérieux (...), des notes graves venaient s'inscrire dans cette ambiance de fête du football» (L'Humanité, 13 mai, sous le titre : «Explosion de joie et alerte... à la bombe»).

Pour la bourgeoisie, le sport a deux fonctions principales :

- D'une part, les compétitions sportives servent le nationalisme chauvin en montrant qu'il existe des pays supérieurs aux autres. Rappelons comment le régime nazi s'est servi des jeux de Berlin pour démontrer la

supériorité allemande. Dans leur propagande pro-soviétique, les révisionnistes se servent des mêmes arguments : «Pour les résultats de nos athlètes comparés à ceux des pays socialistes, je crois que nous devons méditer et tirer les conclusions de cette phrase célèbre "La santé d'une nation se voit dans la valeur physique et morale de ses athlètes"» (L'Humanité-Dimanche, No 5, nouvelle série, p. 2).

- De plus, le culte des champions sert à démontrer qu'il existe des élites naturelles (qui n'ont bien sûr rien à voir avec les classes sociales). On sait comment Franco s'est servi des vedettes du Real de Madrid, comment le régime Geisel se sert du footballeur Pelé, né dans la misère et devenu vedette ; le culte des sportifs veut dire notamment que chacun peut devenir une vedette pleine aux as, à condition d'être un individu d'élite.

Ajoutons que dans les pays dits «socialistes», les champions sont à peu près automatiquement au parti, puisque le parti rassemble toutes les «élites naturelles» à qui il revient naturellement de diriger.

Pour que le sport serve sa démagogie, la bourgeoisie des pays fascistes et social-fascistes crée des organisations de masse qui encadrent une partie importante de la jeunesse et l'éduquent dans le culte des élites. Nous avons déjà connu cela sous Pétain ; nous risquons de le connaître à nouveau : déjà, en France, les nouveaux bourgeois dirigeant le PCF ont des positions dominantes dans la plupart des organisations sportives. Nous devons les combattre aussi sur le front du sport.

Un lecteur.

Vu par Sylvestre Les journées d'action sauce Séguy



PROGRAMME TV

LUNDI 17 MAI

TF-1 19 h 00 : «Château espérance». Feuilleton en 30 épisodes. 1er épisode. Il s'agit de l'histoire d'une famille d'immigrés marocains en France. Pour donner un peu une idée du contenu : le feuilleton a été écrit par Gérard Sire, triste compagnon de Jean Yanne, réactionnaire bien connu. De plus, le feuilleton a la bénédiction de Dijoud, le secrétaire d'Etat aux immigrés. Alors...

19 h 20 : Actualités régionales.

20 h 00 : «Niagara», film américain typique de l'époque «glorieuse» d'Hollywood avec Marilyn Monroe. Tous les poncifs : femme fatale, femme-objet, amant, assassinat. Une fois de plus l'idéologie individualiste made in USA dans nos «foyers».

22 h 55 : Journal.

A-2 19 h 20 : Actualités régionales.

20 h 00 : Journal.

21 h 55 : Portrait de l'Univers : «La mycologie». Leçon de choses sur les champignons.

22 h 45 : Journal.

FR-3 19 h 05 : Actualités régionales.

20 h 30 : «La femme en bleu», film avec Michel Piccoli, le cas typique de l'artiste bourgeois libéral qui se met à toutes les sauces, là où il estime qu'il s'agit d'une «vérité humaine». Le film quant à lui n'a d'intérêt que ses capacités à envoûter et à entraîner dans les sphères des problèmes bourgeois à l'aide de moyens artistiques raffinés.

22 h 00 : Journal.

MARDI 18 MAI

TF-1 19 h 00 : «Château espérance». Feuilleton. 2e épisode.

19 h 20 : Actualités régionales.

20 h 00 : Journal.

20 h 30 : «Le grand dictionnaire de la chanson». Variétés avec Aznavour, le pauvre artiste qui se plaint que trop gagner d'argent ça apporte des «emmerdes». Est-ce le credo des capitalistes ?

21 h 25 : «Tziganes sans frontières». Les conditions de vie des «Manouches» à travers les diffé-

rents pays d'Europe. Parlera-t-on de l'oppression de ces minorités, du racisme envers eux, en particulier en URSS ?

23 h 30 : Journal.

A-2 19 h 20 : Actualités régionales

20 h 00 : Journal.

20 h 40 : Les dossiers de l'écran : «Zeppelin». Sous prétexte d'aventures, un film qui montre la guerre impérialiste de 14-18 sous les traits d'une épopée dont les acteurs sont de beaux officiers «conscients de leur devoir». Rien à voir avec l'immonde boucherie dans laquelle les capitalistes ont envoyé les peuples et qui fut condamnée par le jeune État bolchevique en 1917.

23 h 30 : Journal.

FR-3 19 h 20 : Actualités régionales.

20 h 30 : Le trésor du pendu. Avec un tel titre on peut déjà se faire une idée de ce western de la «bonne» époque (1958).

21 h 55 : Journal.

Les nationalisations : une solution miracle ? (2)

EDF-GDF : UNE LUTTE ACHARNEE ENTRE 2 VOIES

Hier nous avons commencé la publication d'une série d'articles sur le mot d'ordre des nationalisations avancé par le PCF et ses alliés de l'Union de la gauche et repris par les directions syndicales de la CGT et de la CFDT (sous des formes qui se veulent différentes). Pourquoi cette bataille idéologique et politique que les marxistes-léninistes, dans la tradition de tout le mouvement communiste international depuis Marx et Engels, mènent avec acharnement contre ce mot d'ordre ? Essentiellement pour trois raisons :

1) Ce mot d'ordre est une charnière, un trait d'union, que les révisionnistes et opportunistes de toujours utilisent pour dévoyer les luttes revendicatives de la classe ouvrière sur un terrain politique bourgeois, vers des solutions de rechange dans le cadre du système capitaliste.

2) Mais ce mot d'ordre n'a pas seulement pour caractéristique d'escamoter la nature de classe de l'État capitaliste et d'oublier la lutte des classes, il est aussi aujourd'hui la pièce maîtresse des mots d'ordre politiques de la bourgeoisie de gauche pour qui les nationalisations sont les moyens de parvenir au contrôle économique du pays pour consolider une éventuelle

prise du pouvoir politique. Le modèle du capitalisme monopoliste bureaucratique d'État tel qu'il existe en URSS est partout présent derrière ce mot d'ordre de « nationalisations » et dans tous les projets gestionnaires qui l'accompagnent.

3) Autour de ce mot d'ordre et d'autres qui le complètent se mène à l'heure actuelle une intense lutte politique et idéologique dans les masses ou les organisations syndicales (telle la CFDT par exemple). Alors que bien souvent la volonté de se démarquer du projet politique des révisionnistes et de l'Union de la gauche existe, la confusion ou la contradiction subsistent à propos des mots d'ordre et annulent les efforts de construction d'un mouvement de masse résolument anticapitaliste et antirévionniste.

Nous publions dans cette série aujourd'hui et demain l'article que nous ont fait parvenir des camarades de l'EDF. Cet article illustre l'intense lutte de classe qui se déroule au sein de la plus importante entreprise nationalisée de France et dont les révisionnistes voudraient faire oublier le caractère d'authentique monopole capitaliste d'État.

Les différentes actions engagées en avril et mai 1976 par les travailleurs d'EDF et de GDF (grève CGT-CFDT du 7 avril, grève tournante CGT du 27 au 29 avril, actions pour la levée de sanctions prises par les directions, etc.) sont l'objet d'une lutte acharnée entre les deux voies que les travailleurs ont aujourd'hui devant eux : la voie bourgeoise représentée principalement par les dirigeants révisionnistes et la voie prolétarienne que montrent les communistes marxistes-léninistes et leur parti. Ces deux articles visent à faire le point de cette lutte de classe aigüe.

I - UNE IMPORTANTE COMBATIVITÉ DES TRAVAILLEURS

La violente crise économique qui secoue le capitalisme a eu des répercussions sensibles à EGF. Ainsi la consommation d'électricité en France a été équivalente, en 1975, à celle de 1974, alors qu'en moyenne depuis 25 ans elle augmentait de plus de 7 % par an. Depuis le début de 1976 la croissance de la consommation a repris mais à un rythme assez lent. Les directions générales se servent de cet argument pour freiner les augmentations de salaires, menant en cela la même politique que l'ensemble du patronat et du pouvoir. Elles veulent limiter la hausse des salaires à ce qui est prévu par la « convention salariale » signée par les 5 fédérations syndicales (CGT-CFDT-FO-Cadres et CFTC) et qui se base sur l'indice INSEE plus 2,5 %.

LA BAISSÉ DU SALAIRE RÉEL

Mais pour les travailleurs cette « convention salariale » est bien loin d'être suffisante. Compte tenu du caractère truqué de l'indice INSEE qui sous-estime gravement l'augmentation réelle des prix surtout pour les plus bas salaires, l'application du texte salarial conduit à une baisse du pouvoir d'achat, du salaire réel. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit en 1974 et 1975, ce qui explique une importante combativité du personnel depuis l'automne 1975, d'autant que les conditions de travail s'aggravent, que les effectifs sont comprimés, etc.

Par rapport à cette situation, la position des fédérations FO-Cadres et CFTC est claire : elles jugent le texte salarial tout à fait satisfaisant et continuent à pratiquer systématiquement la collaboration de classe. Mais les fédérations CGT et CFDT déclarent

vouloir lutter pour la satisfaction des revendications des travailleurs.

LES GREVES DE NOVEMBRE 1975

Les fédérations CGT et CFDT, sous la direction de la première, largement majoritaire à EGF, avaient défini en 1975 une revendication dépassant quelque peu l'accord salarial et engagé les travailleurs dans 3 grèves de 24 heures courant novembre 1975. Compte tenu de l'objectif limité et de la forme d'action retenue, ces actions n'ont débouché sur AUCUN résultat, les directions s'étant contentées d'appliquer le texte salarial.

ment, mais si vous votez bien en 1978, tout ira pour le mieux.»

Cette pratique fondamentale des dirigeants révisionnistes de la fédération CGT n'a pas changé au début de 1976.

LES ELECTIONS DU 20 MAI

Mais pour bien situer leur tactique actuelle, il faut tenir compte d'un élément supplémentaire : le 20 mai ont lieu à EGF les élections dites de « représentativité » qui servent à désigner les représentants syndicaux dans les différents organismes créés par le statut de 1946 et où siègent à la fois les directions et les syndicats à tous les niveaux (du service local au plan nation-

révisionnistes tend à développer une pratique autonome sur des bases de classe.

15 % HIÉRARCHISÉS...

C'est donc pour essayer d'apparaître comme les « meilleurs défenseurs » des travailleurs à l'approche des élections, que, depuis le début de l'année les dirigeants révisionnistes ont fait une découverte : les salaires à EGF sont inférieurs de 15 % à ce qu'ils devraient être, à ce qu'ils sont dans d'autres entreprises comme la Lyonnaise des eaux : « Et donc de fixer comme objectif revendicatif l'augmentation de 15 % des salaires, comme rattrapage, en plus du texte salarial, soit plus de 25 % pour l'année 1976. Les révisionnistes fixent haut la barre dans l'espoir de redorer leur blason et il n'est pas douteux que le personnel y a vu, au départ, un objectif enfin à même de permettre un développement des luttes, une amélioration réelle des salaires.

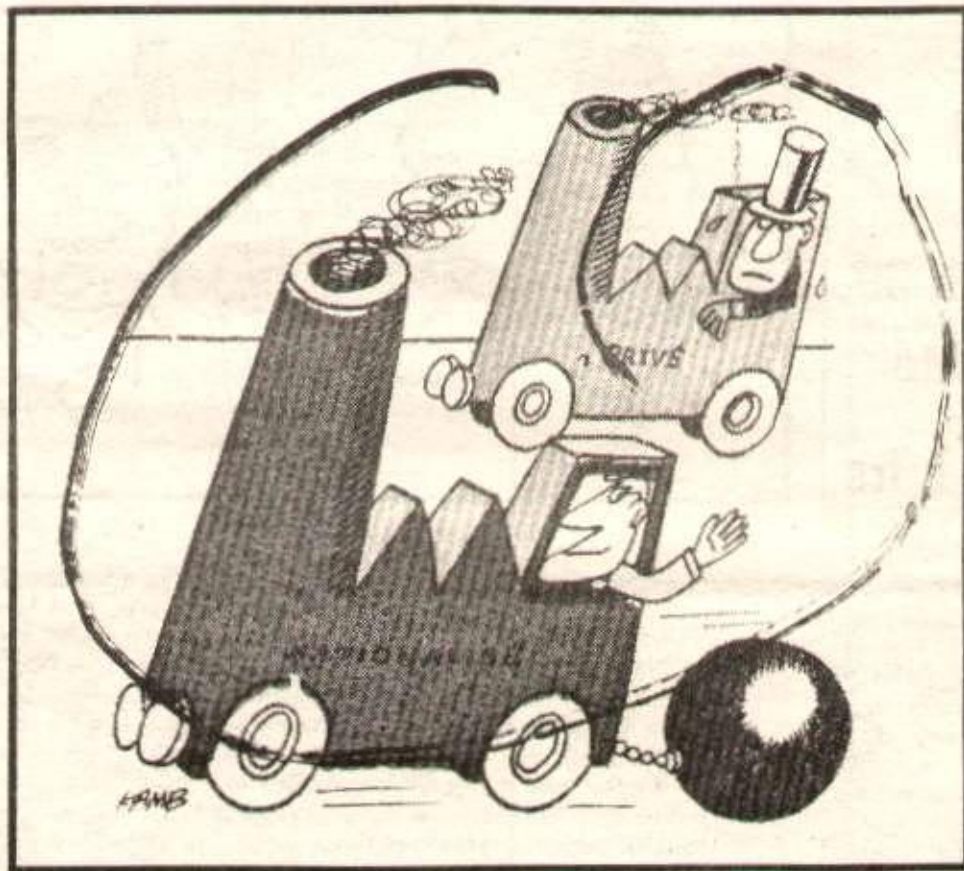
Mais il est vite apparu que ces 15 %, comme le reste ou presque des augmentations prévues par les directions, seraient entièrement hiérarchisés, c'est-à-dire revenaient à augmenter de 250 F un ouvrier ou employé débutant et de 1 800 F un cadre supérieur (or il y en a 600 à EDF-GDF), soit en augmentation plus que le salaire d'un ouvrier débutant. Les dirigeants révisionnistes l'ont d'ailleurs bien expliqué : ils veulent augmenter de 15 % le « salaire de base », c'est-à-dire de 15 % tous les salaires puisque ceux-ci sont déterminés en multipliant le salaire de base par des coefficients.

...OU 300 F POUR TOUS

Dans le même temps, la fédération CFDT qui avait comme mot d'ordre général depuis 3 ans des « augmentations égales pour tous » mais qui ne les avait jamais chiffrées, le suivisme par rapport à la fédération CGT étant sa ligne de conduite principale, décidait, par souci électoral en partie aussi (2), de mettre en avant le mot d'ordre de « 300 F pour tous en plus du texte salarial » et d'engager une campagne pour populariser sa position.

Le débat sur l'objectif revendicatif fut ainsi porté devant les travailleurs et il tourna rapidement autour de questions importantes : quels travailleurs défendre prioritairement, sur quelles bases ? Qu'est-ce que la hiérarchie dans le système capitaliste et voulons-nous la sauvegarder aujourd'hui et demain ? etc...

(A suivre).



Paru dans la Vie ouvrière

C'est donc sur une démobilité et un écoulement fréquents qu'ont débouché ces actions, et ceci était tout à fait conforme aux vœux des dirigeants révisionnistes. Pour ceux-ci en effet, il s'agit aujourd'hui à la fois de canaliser la combativité réelle du personnel sous leur contrôle, d'éviter un affrontement réel avec les directions et le pouvoir et de ne déboucher sur aucun résultat, de façon à rabâcher : « On ne peut vraiment rien obtenir avec le gouverne-

ment ». Ces élections ont d'autant plus d'importance qu'elles n'ont pas eu lieu depuis mai 1972 (à la différence des élections de délégués du personnel qui ont lieu tous les ans) et que les dirigeants de la fédération CGT craignent de voir remise en cause leur majorité absolue : leur ligne, leurs manœuvres sont de plus en plus perçues par les travailleurs, leurs pratiques à la CCAS mieux connues (1), et la CFDT, même si elle reste encore souvent suiviste par rapport aux